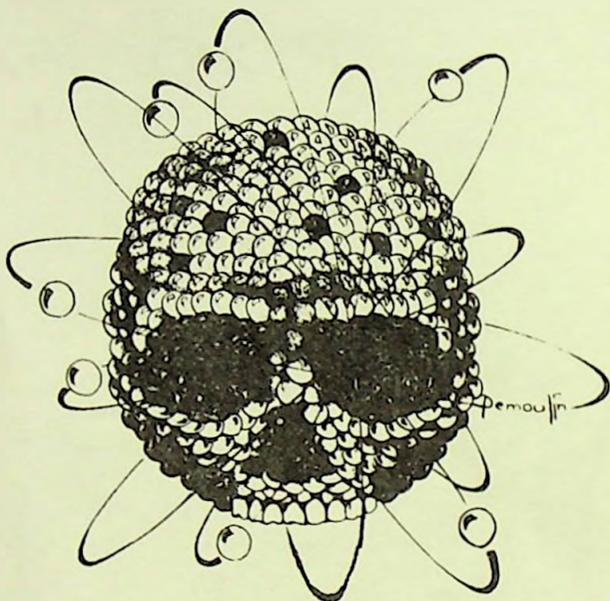


MICHEL MOUSEL

**ÉCOLOGIE
ET
AUTOGESTION**





Dans son Manifeste, "Contrôler aujourd'hui pour décider demain" adopté en décembre 1972 au Congrès de Toulouse, le P.S.U. a inclus un développement sur le thème "produire, pourquoi ? Si cela mérite d'être souligné, ce n'est pas que ce texte ait une portée théorique considérable : il ne cache pas son caractère d'ébauche d'une réflexion. C'est parce qu'il tranchait avec les habitudes du mouvement ouvrier, plus préoccupé du "produire comment", et avec les pudeurs des marxistes de toute obédience qui inspirés par une lecture singulièrement étriquée de Marx, considèrent comme indécente toute interrogation sur le développement des forces productives.

Or, ce n'est pas une coïncidence fortuite que le Manifeste de Toulouse, en même temps qu'il jetait les bases de l'orientation autogestionnaire du P.S.U., lançait un débat non seulement sur les finalités de la croissance, mais aussi sur la croissance elle-même. C'est que l'on ne peut pas dissocier ces problèmes de l'analyse que l'on fait de la lutte des classes aujourd'hui, et des perspectives du socialisme.

Deux années ont séparé cette première approche de la constitution, au Congrès d'Amiens (Déc. 74) d'une commission nationale Ecologie. Ce décalage n'est pas le signe d'une mise en sommeil du problème

Cette période a été marquée par le développement de mouvements autonomes, dont le plus important - Les Amis de la Terre - a participé au Comité de liaison pour l'Auto-gestion Socialiste. De leur côté, les militants du P.S.U., et acceptant d'aborder concrètement ces problèmes autour de luttes concernant en particulier la consommation, la pollution, les centrales nucléaires, etc...ont eu l'occasion d'approfondir la réflexion. Il exprime plutôt la nécessité de prendre le temps de préciser l'angle d'attaque. Et c'était bien nécessaire ; pas plus d'économie il n'y a d'écologie neutre, et, dans ce domaine dont les relations à l'idéologie sont étroites, la récupération bourgeoise ne tarde pas. Aussi est-il nécessaire de lutter contre celle-ci, de se garder des tentations opportunistes, pour poser les problèmes en termes de classe à l'échelle tant nationale qu'internationale.

LA CRISE DE LA CROISSANCE CAPITALISTE

En Europe, et selon un réflexe bien naturel chez les nantis, il a fallu attendre la crise du pétrole pour qu'on paraisse se préoccuper de problèmes qui peuvent être déjà inscrits dans les faits depuis de nombreuses années, et accorder quelque attention à ceux qui tiraient le signal d'alarme. Comme ne pas constater que la soudaineté de cette attention nouvelle est suspecte à bien des égards ? Citons, à cet égard quelques exemples caractéristiques :

1°) *sa liaison avec la crise du pétrole est aussi équivoque que la crise elle-même. Des intérêts fantastiques s'investissent dans la raréfaction des produits pétroliers ; voici que l'argument du pillage du Tiers Monde est repris à leur compte par certains de ceux qui en furent les auteurs et préparent, ainsi, une nouvelle étape de l'impérialisme en comptant s'appuyer sur les bourgeoisies nationales des pays producteurs. A l'autre bout de la chaîne, elle est utilisée aux fins de promotion d'une énergie dite "propre", ce qui permet dans toute la mesure du possible de masquer les questions relatives aux coûts de réalisation, aux modalités de distribution, et à la "propreté" elle-même. On ajoutera à cela le fait que, en France en particulier, tout cela sert de véhicule à un rationnement par les prix de la consommation individuelle. Le plan Barre vient d'en donner une nouvelle illustration.*

2°) *il est trivial de rappeler que la lutte contre les*

nuisances n'est pas une mode, mais une source de profits nouveaux là où elle est réellement mise en oeuvre (épuration, traitement des déchets, isolation phonique, etc...) Il est moins courant de constater qu'il s'agit là d'une logique implacable de l'économie marchande dans laquelle toute augmentation de la plus-value quelle que soit sa cause, entraîne l'ouverture de nouveaux marchés pour sa création, sa réalisation ou la compensation de ses effets ; ce qui explique le caractère exponentiel de la croissance dans le mode de production capitaliste mais interdit, justement, de mesurer le "bien être" à la croissance de la production. On mesure ainsi au moins autant le "mal être", puisqu'en définitive on additionne des quantités de travail nécessaires pour créer des biens en détruire d'autres et rendre supportables tant les conditions de la création que les conséquences de la destruction. Et il est très rare de montrer que la croissance capitaliste est génératrice d'inégalités tout à fait différentes des inégalités de revenus, et qui conduisent à poser en termes nouveaux la question de la paupérisation.

3°) des ficelles un peu trop grosses apparaissent derrière le débat sur les limites absolues de la croissance - ou plus exactement sur son utilisation. Non pas que l'on doive sous-estimer la gravité de la limitation de certaines ressources naturelles, bien au contraire. La plus préoccupante n'est d'ailleurs pas celle dont on parle le plus - l'Energie - mais celle qui concerne les conditions les plus élémentaires de survie de l'humanité : la tendance à l'appauvrissement des terres cultivables, l'épuisement des sols par la recherche des rendements toujours plus élevés alors que se développe une crise mondiale de l'alimentation.

Dans ce domaine comme dans les autres, il serait aberrant de croire que le capitalisme ne dispose pas de ressources ; ainsi peut-on encore pousser la chimie beaucoup

plus loin. Mais, justement, n'est ce pas au prix de nouvelles dégradations biologiques ? Aussi doit-on éviter le piège d'un prophétisme qui peut, même involontairement, ouvrir la voie à des solutions plus dangereuses encore que celles que nous dénonçons aujourd'hui. Dans l'économie marchande, la rareté ne justifie pas seulement les prix, elle justifie aussi sa propre extension à des activités qui lui échappent (notamment dans la fourniture des ressources les plus élémentaires elle-mêmes, comme l'air et l'eau) et enfin la mise en oeuvre d'activités de substitution qui requièrent une accumulation croissante de capital : autre forme de la logique implacable du capitalisme.

UN PROBLEME REVOLUTIONNAIRE

Faut-il pour autant ignorer les avertissements qui se multiplient ? Il est tout aussi dangereux de se conforter dans un optimisme scientifique, sous prétexte que tant de "bonnes intentions" ne font que paver l'enfer du capitalisme et de l'impérialisme. Au contraire : puisqu'interrogation il y a, il convient de s'en saisir pour apporter les seules réponses qui nesoient pas truquées. L'une de ces réponses est évidemment l'anti-capitalisme. Mais celui ci à son tour peut être détourné : d'abord, ce peut être un élément de l'idéologie fasciste (de l'idéologie plus que des structures accomplies du fascisme) dont le mythe du retour à la terre n'est pas l'aspect le moins troublant ; et surtout, vouloir revenir à des formes de production précapitalistes sans rien abandonner des acquis culturels et sociaux des deux derniers siècles constitue un réflexe compréhensible et sympathique, mais qui ne peut guère dépasser le refuge individuel ... même en communauté. Imaginer un retour collectif à un mode de production antérieur, c'est faire l'impasse sur le type de formation sociale qui en résulterait. Or, ce qui est nécessaire aujourd'hui, c'est une prise de conscience collective permettant une démarche collective.

Aussi, du seul point de vue qui nous intéresse ici, le renversement du mode de production capitaliste ne peut-il se concevoir comme un retour en arrière, mais comme un dépassement. ENcore faut-il bien s'entendre sur ce dépassement. L'ère capitaliste a brisé un certain type de relations des hommes entre eux et des hommes à la nature. C'est cette constatation qui conduit parfois à idéaliser la communauté villageoise ou la production artisanale en oubliant les rapports de classes, les conditions matérielles d'existence et la sous-alimentation. Le capitalisme a porté la lutte de classes à son plus haut niveau, notamment en ce que les travailleurs s'identifient en tant que producteurs. Le progrès, c'est d'abord celui-là. Il ouvre la voie à une nouvelle forme d'organisation sociale où tout producteur redevient maître de l'acte collectif de production - dans sa réalisation comme dans sa finalité. Dans sa réalisation, ce qui signifie en particulier que les prélèvements sur la nature ne se font plus au hasard, ou plus exactement selon un processus mécanique prétendu inéluctable et en réalité tout entier tourné vers le profit ; dans sa finalité, par la disparition de la division artificielle producteur/consommateur : "à chacun selon ses besoins", étant entendu que la notion même de besoin n'a plus le même sens. Bref, c'est le Communisme.

Pour y parvenir, en prenant en compte l'ensemble des problèmes qui viennent d'être évoqués, on ne peut se contenter de commencer par la seule modification des rapports de propriété par voie d'étatisation.

Celle-ci peut être parfaitement compatible avec le processus de destruction des rapports entre les hommes et des rapports hommes/nature, et cela de façon encore plus dangereuse si elle feint d'annuler les antagonismes de classe. "La lutte pour la vie ne peut alors que consister en ceci : la classe productrice enlève la direction de la production et de la répartition à la classe à qui cette charge incombait, et qui est devenue incapable de l'assurer - et c'est cela, précisément, la révolution socialiste" (1). Engels a raison de répondre en ces termes - de classe - aux naturalistes, mais dès lors il faut prendre à la lettre l'expression "direction de la production et de la répartition". C'est ce que nous tentons de faire en définissant le socialisme autogestionnaire, et non le capitalisme d'Etat, comme la société de transition vers le communisme. Jamais cette exigence n'a été aussi actuelle.

(1) Engels, lettre à IAV ROV

C'est d'ailleurs pourquoi la Révolution est si importante dans les pays occidentaux développés. Ce n'est pas seulement parce que ceux-ci portent l'essentiel des responsabilités en matière de destruction des facteurs naturels, chez eux et ailleurs ; c'est aussi parce que les conditions mêmes du développement du capitalisme offrent la possibilité d'une prise de conscience salutaire. Rien d'étonnant à ce que le chômeur brésilien soit moins préoccupé de la destruction de la forêt amazonienne que l'O.S. de FOS Sur MER de son cadre de vie. Encore n'en sommes-nous pas tout à fait là ; mais il est significatif que le mouvement écologique français ait effectué des percées, d'une part chez les travailleurs des villes moyennes, d'autre part chez les paysans. Si les problèmes qu'ils posent restent ceux d'une élite mondiale, un luxe pour pays industrialisés, cela n'a pas grand intérêt ; s'ils sont reliés explicitement à l'ensemble des problèmes de développement et d'alimentation, alors la classe ouvrière



des pays occidentaux sera porteuse, non seulement de sa propre libération mais aussi de celle des autres peuples, laquelle pour beaucoup, commence par la survie. Dans ce cadre là seulement on peut discuter d'austérité et à la rigueur de croissance zéro ; autrement il ne s'agit que d'une morale de parvenus.

NOS ACTIONS

Ces préoccupations doivent se retrouver au niveau de l'action. Il ne s'agit pas simplement de discourir sur "la seule solution, la révolution", à ces maux là comme aux autres, ni de considérer les problèmes écologiques comme l'une des disciplines, parmi d'autres auxquelles nous vouons nos efforts. Il s'agit de les relier étroitement à chaque domaine où doit intervenir la lutte anti-capitaliste en marquant ainsi chaque fois un peu plus leur caractère de classe. Il n'est pas inutile d'examiner certains des cas où les militants du PSJ souvent avec d'autres, ont tenté d'assurer cette articulation.

L'inflation a mis à l'ordre du jour l'action directe sur le terrain de la consommation. Celle-ci s'est manifestée, jusqu'à présent, dans deux directions :

1 - les actions de contrôle populaire sur la consommation.

En liaison avec des organisations de masse, elles consistent principalement - jusqu'à présent en tout cas - en un travail d'information et de dénonciation. Nous savons beaucoup insisté pour que ces actions ne portent pas seulement sur le rapport prix/quantité

tités, mais aussi sur la qualité des produits. A un niveau très élémentaire, elles ont par exemple consisté en une pression pour le respect de la réglementation sur l'étiquetage. Mais il faut aller plus loin et dénoncer la dégradation des procédés de fabrication, notamment dans le domaine des produits alimentaires. Que se passe-t-il en effet sous nos yeux ? L'institution d'un double marché, pour les produits même les plus élémentaires (le pain, le vin ...), par lequel un produit, obtenu selon les normes autrefois en vigueur, est vendu deux ou trois fois plus cher que le produit "courant". L'attraction vers le produit cher étant d'autant plus forte que des scandales habilement exploités jettent la suspicion sur l'autre. Que signifient dans de telles conditions les statistiques sur le niveau de vie ou le pouvoir d'achat, les indices des prix, etc ... dès lors que la possibilité d'accéder à certains biens est compensée par la baisse de qualité d'autres ? Comme le cas ne se limite pas tant s'en faut, aux seuls biens alimentaires, on voit que même une réduction des inégalités de revenus nominaux ne se traduit pas nécessairement pas une réduction des inégalités de situation réelle. C'est un exemple des liaisons qui peuvent être établies.

Les opérations de circuit-court centrées sur la dénonciation des circuits capitalistes et de leur rôle dans la hausse des prix, nous les avons toujours conçues en rapport avec les producteurs eux-mêmes, en accord avec eux et avec leur participation : il ne s'agit pas de lancer les centres Leclerc du P.S.U. ! Dès lors, la dénonciation peut porter aussi sur les méthodes imposées aux producteurs, et le problème de la qualité des produits n'est plus perçu comme une opposition d'intérêts entre consommateurs et producteurs, mais comme une conséquence des normes de production imposée par le capitalisme.

2 - le conception de la lutte pour l'emploi

De même, la crise actuelle nous conduit à donner la priorité à la lutte sur l'emploi. La réaction la plus traditionnelle du mouvement ouvrier, dans une période de ce genre, est défensive, et en particulier, selon les idées reçues, le contexte n'est guère favorable à une intense lutte politique. Plusieurs raisons nous conduisent à récuser cette attitude, surtout à l'égard des formes spécifiques de la crise. Parmi elles, il y a la constatation que la régression de certaines activités n'est pas un accident, qu'elle est inscrite dans le caractère même du développement capitaliste et que c'est celui-ci qu'il faut mettre en cause. C'est ce que font les travailleurs de LIP devant la nouvelle crise de leur entreprise.

Ainsi en est-il dans l'automobile. Nous ne nous sommes pas fait faute - et cela nous a valu au moins autant d'injures que de louanges - de mettre l'accent sur les conséquences désastreuses pour la vie quotidienne, la conception des villes, etc ..., du développement insensé de la voiture individuelle. Pour autant il n'est guère sérieux d'imaginer que les travailleurs de l'automobile sont prêts, spontanément, à prendre conscience du rôle joué par la production issue de leur travail. Et pourtant, rien ne peut se faire en ce domaine non plus sans eux, qui sont, à travers leur emploi, les plus concernés. Aussi faut-il, en même temps que s'organise la défense de leur travail et de leur outil de travail dans le cadre d'une lutte immédiate, poser avec eux et tous ceux qui sont concernés par les problèmes de la circulation-usagers, travailleurs des transports en commun notamment - les termes d'une alternative complète qui, loin de paraître les éliminer,

réintègre leur qualification, leur travail, dans un projet commun, dans la perspective d'une société nouvelle à construire.

3 - la lutte contre le nucléaire

En Février 1975, le P.S.U. a lancé l'action de masse contre le programme électro-nucléaire français. Seul parti politique en France à avoir pris position sans ambiguïté contre ce programme, il ne s'est pas contenté de le critiquer : il a participé activement à l'animation des mobilisations de masse qui se sont réalisées sur Fessenheim, Braud St Louis, Gravelines, Creys-Malville, etc ... Cette action a une double dimension.

Elle est d'abord dirigée contre les risques immédiats que fait courir ce programme - pour les travailleurs, pour les populations environnantes, pour les équilibres climatiques et hydrographiques, etc .. De ce point de vue, il s'agit déjà d'une action politique, car elle pose la question : *Qui a décidé à notre place de prendre ces risques* - et implique la réponse : *il nous faut rechercher une nouvelle forme -réelle - de démocratie.*

Mais elle pose aussi le problème du type de société que nous prépare ce programme. "tout choix énergétique est lié à un choix de société. La politique du " tout pétrole" a déterminé une priorité des consommations individuelles au détriment des consommations collectives - et orienté le choix de celles-ci (...). Cette mutation opérée où chacun est rangé dans ces "petites boîtes, très étroites", il reste au "tout nucléaire à parachever l'oeuvre en superposant à la Société éclatée un système de production d'énergie ultra-centralisée et faisant appel, en raison des divers risques encourus, à une "protection" policière et militaire. Le véritable prix de l'énergie, c'est celui que nous aurons à payer en termes de société, de vie collective, de pollution : c'est l'appréciation du coût social global comparé aux besoins réels"(1)

(1) R... comme racket pétrolier". Ouvrage collectif publié avec la Commission économique du PSU-Ed. A. Moreau 1976

Il faut donc organiser un véritable débat sur l'énergie avec tous ceux qui sont concernés à quelque titre que ce soit : scientifiques et techniciens, travailleurs de l'énergie, utilisateurs, etc ... Tout ce travail a un rapport étroit avec ce que nous appelons le Contrôle Populaire, c'est à dire l'expression d'une autonomie d'élaboration et d'action des travailleurs, la préparation sur le terrain de l'exercice de leur pouvoir. Le nucléaire a été l'occasion d'une progression en ce sens : par l'intervention du Groupement des Scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire - en liaison avec nous-mêmes, des syndicalistes, des écologistes - c'est un nouveau contrôle sur la science et ses utilisations qui se dessine ; par les travaux des syndicats C.F.D.T. du CEA et de l'E.D.F. réfléchissant sur leur propre activité de travailleurs, une manifestation de contrôle ouvrier ; de même que pour les paysans qui, au Larzac ou à Canjuers comme sur les sites nucléaires, n'acceptent plus qu'on dispose arbitrairement de leur outil de travail, etc ...

4 - les paysans et les luttes dans l'agriculture

En même temps qu'ils prennent conscience des conséquences de l'industrialisation de l'agriculture, et notamment de leur transformation en salariés du capitalisme agricole (banques et industries agricoles et alimentaires) de nombreux exploitants constatent qu'on leur impose des techniques de production qui

a) menacent les ressources naturelles, sols et eau en particulier (problèmes qu'on ne saurait dissocier de la

sécheresse de 1976) et

b) entraînant une dégradation de la qualité des produits.

C'est pourquoi l'action pour conquérir la maîtrise de leur activité par les paysans, qui a entraîné déjà de nombreuses luttes, intégrera de plus en plus la dimension écologique.

QUELQUES BREVES CONCLUSIONS

1°) les socialistes doivent intégrer la préoccupation écologique, non comme un domaine annexe, mais comme une composante intrinsèque du socialisme scientifique,

2°) il faut procéder à une critique de l'écologie bourgeoise du même ordre que la critique de l'économie politique,

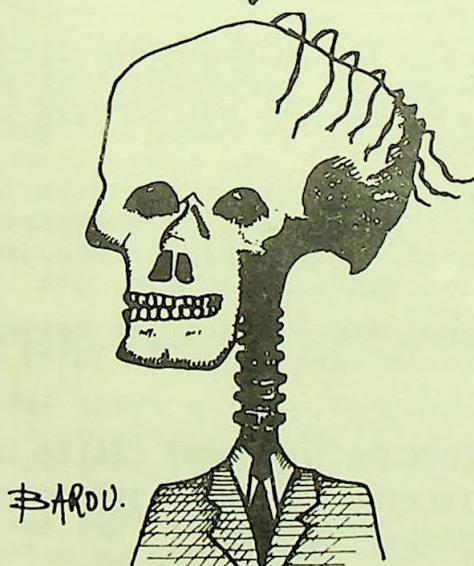
3°) l'introduction de la préoccupation écologique conduit à accentuer le caractère anti-autoritaire d'une démarche socialiste qui se fixe le communisme pour perspective,

4°) elle est également de nature à enrichir, par ses implications concrètes, le principe de l'internationalisme prolétarien (problèmes alimentaires, de l'approvisionnement en énergie, etc ...)

5°) tout cela peut être traduit en actions précises, qui font partie intégrante de la lutte de classes.

TOUTES CES PREOCCUPATIONS SONT CELLES DES PARTISANS D'UN SOCIALISME VRAIMENT LIBERATEUR, LE SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE ...

Vive
le
nucléaire



Editions SYROS
9, rue Borromée
75015 Paris

Prix : 2 F.